Le Kremlin face à la crise politique en Arménie

Description

Faute d'alternative crédible, le maintien du Premier ministre arménien contesté depuis sa défaite face à l'Azerbaïdjan reste l'option privilégiée par la Russie pour atteindre ses objectifs dans la région.



Le récent conflit meurtrier qui, à l'automne 2020, a opposé Bakou et Erevan et dans lequel Moscou est intervenu tardivement pour imposer la fin des hostilités, renforce le jeu de la Russie dans le sud du Caucase. Mais pour que le Kremlin puisse utiliser à plein ses atouts, notamment sa présence militaire renforcée, le respect du cessez-le-feu dont il est garant est indispensable.

Le difficile dialogue entre Bakou et Erevan mené avec la médiation russe

Quatre mois après la signature, les 9-10 novembre 2020 par les Présidents Aliev et Poutine et par le Premier ministre Pachinian, d'un accord de cessation des hostilités, celle-ci est respectée sans difficultés majeures, souligne Dmitri Trenine. Le contingent russe de maintien de la paix a pris ses quartiers, une seconde base militaire russe s'est installée dans le sud du Caucase, le centre russo-turc de contrôle du cessez-le-feu est opérationnel et le dialogue entre Erevan et Bakou se poursuit, difficilement, avec la médiation de Moscou. Les 11 et 12 mars 2021, le Président russe a fait le point de la situation lors de conversations téléphoniques séparées avec son homologue azerbaïdjanais et le chef du gouvernement arménien. Ces derniers, selon le Kremlin, ont marqué leur appréciation du rôle joué par les forces russes déployées le long de la ligne de contact et du corridor de Latchine ; ils ont évoqué la reprise des relations économiques et le rétablissement des communications dans la région. Peu après, Gazprom-export indiquait qu'aux termes d'un contrat de court terme, les livraisons de gaz russe à l'Arménie allaient transiter, pendant les trois semaines que vont durer les travaux de maintenance du gazoduc transcaucasien, par le territoire azerbaïdjanais, mesure interprétée comme un geste de bonne volonté de Bakou.

Le Président Aliev, pour sa part, a reçu le 14 mars 2021 une délégation de l'OSCE conduite par Ann Linde, ministre suédoise des Affaires étrangères. Tout en se félicitant du tour pris par les événements dans la région, le chef de l'État a souligné la fragilité de la situation et fait part de sa préoccupation à propos de l'infiltration, *via* le corridor de Latchine, de combattants arméniens dans la région du Haut-Karabagh. Il a mis en garde contre une modernisation des forces arméniennes avec le concours de la Russie. Bakou ne manque pas, en effet, de rappeler la Russie à ses responsabilités de garante de l'accord de cessez-le-feu.

La question du statut du Haut-Karabagh demeure une pomme de discorde. Conscient que la question est de nature à compliquer la mise en œuvre de l'accord tripartite de novembre 2020, Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil national de sécurité, a fait savoir que la Russie souhaitait repousser à plus tard la discussion sur le statut – observant que l'Arménie elle-même n'avait pas reconnu l'indépendance de cette enclave. Au grand dam, évidemment, des autorités arméniennes. Des experts font remarquer qu'un « *protectorat russe se met en place au Haut-Karabagh* » et que Moscou pourrait être de tenté de pratiquer une politique de « *passeportisation* » comme ce fut le cas en Abkhazie et en Ossétie du sud.

Le maintien de N. Pachinian pour assurer l'application des accords

La Russie se trouve indirectement concernée par la crise politique qui met en question l'avenir politique de Nikol Pachinian. Dans un entretien télévisé fin février, le Premier ministre arménien a mis en cause les performances des

systèmes russes de missiles Iskander, armement qui « *date des années 1980* » et dont « *10 % seulement* » auraient fonctionné. Ces propos ont suscité une réaction ironique du chef d'État-major adjoint (selon l'État-major russe, aucun missile Iskander n'a probablement été tiré), puis son limogeage par le Premier ministre. Une quarantaine de hauts responsables militaires ont alors signé une déclaration demandant la démission de N. Pachinian, démarche interprétée par ce dernier comme une tentative de putsch. Limogé lui aussi, le chef d'État-major a formé un recours devant le tribunal administratif et vient d'être maintenu provisoirement dans ses fonctions, en attendant un jugement sur le fond. Pour le politologue Andreï Kortounov, « *les choses sont claires – N. Pachinian ne voulait pas assumer la responsabilité de la défaite, il a recherché des 'boucs émissaires' avec la soi-disant mauvaise qualité des armements russes* ». Les excuses publiques présentées ensuite sont intervenues après un entretien téléphonique avec le président V. Poutine, observe Arkadi Doubnov, expert de la région.

Certains en Arménie considèrent que les militaires ont reçu un « *feu vert* » de la part de Moscou, irrité par les déclarations de N. Pachinian mettant en doute la qualité des systèmes d'armes russes. Kirill Krivocheev, lui, fait valoir que la Russie est prête à se tenir à l'écart de la crise politique arménienne dès lors que les dispositions de l'accord du 9 novembre sont respectées. Aujourd'hui N. Pachinian reste la personnalité politique la plus populaire dans le pays, même si certains dirigeants passés comme Robert Kotcharian pourraient faire leur retour. La situation politique est très instable, constate D. Trenine, le soutien au chef du gouvernement est minoritaire, mais les figures les plus emblématiques du « *clan du Karabagh* » que sont R. Kotcharian et Serge Sarkissian sont rejetées par une majorité de la population, paralysie qui risque de coûter cher au pays. Pour l'instant, aucune force n'émerge, susceptible à la fois de rassembler une société fragmentée, lasse et désabusée, et de devenir un partenaire stratégique fiable de la Russie. Celle-ci craint en effet que des changements en Arménie remettent en cause les arrangements conclus entre Bakou, Erevan et Moscou, souligne également Sergueï Markedonov. À l'issue des élections législatives anticipées fixées le 20 juin 2021, il n'est pas exclu toutefois que l'ancien Président Kotcharian devienne le principal adversaire de l'actuel Premier ministre, analyse A. Doubnov : le fait qu'il soit « *un ami personnel de V. Poutine* » peut être à double tranchant, ce qui plaide pour que Moscou s'abstienne de toute marque de sympathie à l'égard de quelque candidat que ce soit.

Le Kremlin redoute un coup d'État installant au pouvoir des « *faucons* », tentés par une reprise des hostilités et des incursions militaires au Karabagh, analyse aussi *Rosbalt*. Pour l'instant, la Russie s'en tient à une position d'attente ; elle pourra toujours intervenir si le tour pris par les événements ne lui convient pas, comme ce fut le cas en novembre dernier, lorsque l'armée de Bakou se trouva en passe d'écraser les forces arméniennes. « *Depuis longtemps, la Russie a indiqué à ses partenaires et alliés de l'Union économique eurasiatique et de l'Organisation du traité de sécurité collective qu'elle n'allait pas régler à leur place leurs problèmes internes et qu'elle agirait à l'extérieur uniquement dans le cadre strict de ses obligations* », écrit D. Trenine. « *Non seulement le Kremlin ne fomente pas de coups d'État pour placer ses protégés au pouvoir, mais il fait comprendre sans ambiguïté que ceux qui sont à la tête de ces États ont beaucoup moins d'importance que ses intérêts spécifiques* », affirme le chercheur. Reste que, sur fond d'humiliation et de déception à l'égard du pouvoir actuel à Erevan, la retenue de Moscou pendant le conflit a accentué la méfiance de la société arménienne envers la Russie. Dans ces conditions, poursuit D. Trenine, il ne faut pas s'attendre à ce que l'opinion arménienne soit reconnaissante à la Russie de ne pas avoir permis la destruction de l'Arménie et l'exode complet des Arméniens du Karabagh.

Une Russie confortée au sud du Caucase

Un mois et demi de combats au Haut-Karabagh ont profondément modifié les équilibres au sud du Caucase, relève S. Markedonov. Le *statu quo* qui a prévalu pendant vingt ans s'est effondré, le rôle de la Russie comme médiateur s'est trouvé confirmé, la Turquie a renforcé son influence dans le Caucase et dans l'espace post-soviétique dans son ensemble (Ukraine, Asie centrale, puisque Ankara se positionne désormais non seulement comme allié stratégique de Bakou mais comme acteur de la sécurité régionale).

Dans le tableau qu'il dresse de cette nouvelle configuration géopolitique dans le sud du Caucase, D. Trenine relève la volonté de l'administration Biden de soutenir la démocratie dans l'espace post-soviétique, sans qu'on sache à l'heure actuelle jusqu'où ira cet appui. Il note également que l'ambition « *multivectorielle* », qui caractérisait la diplomatie

arménienne, désireuse de faire du pays un « *phare de la démocratie* » – et illustrée par les contacts de N. Pachinian avec les dirigeants des grandes puissances – a subi de sérieux revers. Mais, estime le directeur du centre Carnegie de Moscou, la tendance à subordonner la politique étrangère aux enjeux internes a amené Erevan à faire l'impasse sur le règlement du conflit du Karabagh, à considérer que la « *Russie ne tolèrerait pas la guerre* » et à lui « *transférer la responsabilité du maintien du* statu quo ».

Jusqu'à quand le Kremlin est-il prêt à soutenir N. Pachinian, demande D. Trenine. À ce stade, il reste l'interlocuteur le mieux à même de mettre en œuvre les accords de novembre, mais les choses pourraient changer car ce type de « *dirigeants autoritaires* » est d'abord sensible aux effets internes de ses décisions de politique étrangère. L'un des enseignements pour la Russie des crises dans son voisinage, souligne cet expert, c'est qu'une politique efficace dans son « *étranger proche* » nécessite des contacts permanents avec toutes les forces politiques et sociales dans ces pays partenaires et alliés, et pas seulement avec les dirigeants en place et ceux qui entretiennent des liens étroits avec Moscou. S'agissant de l'Arménie, la stabilisation de la situation économique et sociale la conduit à rechercher le soutien de Moscou, mais beaucoup d'investisseurs de la diaspora arménienne en Russie veulent le départ de N. Pachinian. Un autre groupe, peu nombreux mais actif, souhaite que l'Arménie se tourne vers les pays occidentaux, dans l'espoir d'une assistance américaine ou européenne, perspective que le chercheur juge encore plus réduite par la confrontation actuelle entre la Russie et l'Occident, qui restreint les marges de manœuvre d'Erevan.

Le renforcement de l'influence russe au sud du Caucase suppose que plusieurs objectifs soient atteints, explique D. Trenine : respect du cessez-le-feu, dialogue Bakou-Erevan sous l'égide de Moscou sur les projets économiques et d'infrastructures, limitation du rôle militaire de la Turquie au centre de surveillance conjoint du cessez-le-feu. Depuis le conflit, l'Arménie est devenue la base-arrière de l'opération de maintien de la paix des forces russes dans ce foyer de conflit possible que reste le Haut-Karabagh, mais sa présence militaire peut aussi servir de « *base pour des opérations anti-terroristes* » afin de neutraliser les combattants islamistes en provenance du Moyen-Orient. L'importance économique de l'Arménie est réduite, mais le pays dispose de « *ressources intellectuelles* » dans les nouvelles technologies et la banque par exemple. En outre, la diaspora arménienne – forte de 1,2 à 2 millions de personnes en Russie – joue un rôle important dans la vie intellectuelle et artistique russe, elle facilite les contacts en Occident et au Proche-Orient, élément à ne pas négliger en période de sanctions. Le conflit de 2020 montre qu'il n'y a pas de « *parti arménien* » en Russie, en mesure d'influencer les décisions de politique étrangère. Pour autant, Moscou ne peut et ne doit ignorer cette communauté importante, marque Dmitri Trenine.

Vignette : Nikol Pachinian et Vladimir Poutine à Moscou, le 11 janvier 2021 (source : service de presse du gouvernement arménien).

* Bernard LHOTELLIER est ancien fonctionnaire du MEAE.

date créée
25/03/2021
Champs de Méta
Auteur-article : Bernard Lhotellier*